

## SOUTENANCE DE THÈSE DE MARTINE LAPIED

**Le Comtat et la Révolution française : naissance des options collectives**

(Thèse de doctorat nouveau régime présentée par Martine Lapiéd sous la direction de Michel Vovelle à l'Université de Paris I-Sorbonne, le 4 juin 1993.)

Invité par la présidente du jury, Monique Cubells, à prendre en premier la parole après l'exposé de soutenance, Michel Vovelle souligne d'emblée l'insertion de cette recherche de vaste ampleur dans les grands chantiers du bicentenaire de la Révolution française : la redécouverte du politique, l'étude de l'imaginaire articulé sur le temps court de l'événement, les fédéralismes de 1793, l'enquête sur les sociétés populaires, etc. Mais il précise aussi l'importance et la spécificité d'une telle étude au sein des travaux du Centre méridional d'histoire sociale des mentalités et des cultures de l'Université d'Aix-Marseille I.

Au départ, Martine Lapiéd se pose la question suivante : comment rendre compte d'un clivage politique persistant dans le Comtat-Venaissin pendant la Révolution française, réduit le plus souvent par l'historiographie au clivage géographique entre l'aire d'influence avignonnaise, fortement radicalisée, et le reste du Comtat plus conservateur ?

S'interrogeant sur les facteurs d'évolution ou de permanence des attitudes politiques, et sur les tendances qui se concrétisent au niveau de l'action politique, elle adopte une démarche à la fois processuelle et analytique. Il s'agit bien, comme le précise Michel Vovelle, de caractériser le reclassement perpétuel des options politiques dans l'analyse même du processus révolutionnaire. C'est là l'originalité principale de cette enquête de terrain nourrie par une problématique d'histoire politique. Il ne s'agit pas en effet de faire un tableau complet de la vie politique comtadine sur la base des sources locales disponibles. L'objectif est moins descriptif, plus analytique : les sources sont utilisées de façon sélective dans l'optique d'une problématique centrée sur l'étude de la mise en mouvement des acteurs du politique, saisis au niveau de leurs comportements collectifs, communautaires. Le choix d'une telle échelle d'observation n'exclut pas l'analyse locale, bien au contraire : le recours à une approche micro-historique de telle ou telle communauté comtadine nécessite seulement d'être justifiée au moment même où elle intervient dans l'analyse.

Ainsi, de la lecture d'un chapitre à l'autre de cette thèse, la région du Comtat apparaît comme un étonnant « laboratoire d'analyse des comportements politiques » pendant la Révolution française, enrichi en permanence par les ressources issues des options politiques en perpétuel reclassement.

La première étape de ce travail consiste dans l'établissement d'une division spatiale permettant d'isoler des zones aux conditions relativement homogènes. Elle s'autorise d'une série de tests qui sont traités statistiquement par le recours à l'analyse factorielle des correspondances et à la classification ascendante hiérarchique, dans la lignée des publications de la revue *Histoire & Mesure*. Ainsi des troubles au test de fidélité au Pape pendant l'été 1791, en passant par les positions sur la convocation

des Etats Généraux, la participation à l'Union de Sainte-Cécile, etc, 14 tests différents, dont les résultats du traitement statistique sont présentés dans le volume des Annexes, permettent d'évaluer la réalité des clivages politiques jusqu'au rattachement du Comtat à la France, le 14 septembre 1791.

S'il n'est, bien sûr, guère possible de dégager des zones d'homogénéité absolue, l'approche statistique permet de circonscrire des tendances majoritaires, des clivages d'opinion de manière plus nuancée que l'historiographie ne l'avait fait jusque là. Premier constat massif de l'analyse factorielle : « le bas Comtat révolutionnaire existe bien » face aux moyen et haut Comtat plus conservateurs, plus réformistes. Cependant, des critères statistiques moins sélectifs mettent aussi en évidence un groupe de communautés revendicatives hors de l'influence avignonnaise, une tendance réformiste à l'intérieur même de la zone d'influence avignonnaise et aussi des différences au sein même du groupe conservateur des communautés. Martine Lapiéd en conclut : « En schématisant, on peut apercevoir une évolution sud-nord partant d'une idéologie révolutionnaire dans la zone avignonnaise pour arriver à des tendances contre-révolutionnaires au nord de l'enclave, en passant par le réformisme de la région de Carpentras » (page 50).

Fidèle à sa démarche analytique, Martine Lapiéd s'interroge immédiatement sur les motivations économiques et sociales des options politiques ainsi dégagées, dans le contexte du rattachement à la France : le haut Comtat, dépourvu d'une « classe éclairée » importante et sous l'influence des privilégiés et de leur clientèle, s'oppose au bas Comtat animé par une bourgeoisie nettement progressiste.

Mais le plus intéressant réside dans l'analyse du processus de radicalisation politique au moment des luttes pour le rattachement. Nous entrons ainsi dans l'analyse de l'événement où succède à l'union enthousiaste avec la France la multiplication des clivages au sein même des patriotes. C'est aussi le moment où se met en place, en particulier dans l'espace de l'extrémisme révolutionnaire avignonnais, un discours radical dichotomique et négateur de l'existence d'un courant réformiste, assimilé aux « aristocrates ». Il importe alors, précise Martine Lapiéd, de ne pas exclure les réformistes de la suite de l'étude d'un espace en mouvement. Un membre du jury, Jean-Paul Bertaud, souligne ce point méthodologique décisif sur lequel nous reviendrons en conclusion de ce compte-rendu.

La deuxième partie de cette thèse évalue le poids des événements dans l'évolution des attitudes politiques, des massacres de la Glacière à la crise fédéraliste. Elle attire tout particulièrement l'intérêt du jury, sensible à la mise en valeur de la dimension imaginaire et représentationnelle d'événements pour le moins spectaculaires. Là encore, l'analyse de la position des modérés, qu'il s'agisse de l'attitude de la municipalité modérée dans l'affaire de la Glacière, ou de l'expérience modérée du fédéralisme de 1793, est d'un grand intérêt. La micro-histoire en précise aussi les contours. L'exemple de la communauté de Piolenc montre que le fédéralisme modéré, au républicanisme incontestable, est saisi en son sein même par la diversité et la contestation : des ralliements procèdent de la simple prudence, des jacobins radicaux continuent secrètement à côtoyer les modérés.

Au cours de cette deuxième partie, se précise peu à peu un acquis majeur de ce travail, souligné en conclusion : le rôle pivot de l'analyse de la crise de l'été 1793 et

de ses répercussions, qui incluent les manifestations du fédéralisme jacobin ( les comités centraux de sociétés populaires), dans l'effort de compréhension des attitudes politiques méridionales.

Le poids de la répression en l'an II, après l'effondrement de la révolte fédéraliste, est abordé à partir de l'analyse de l'action du tribunal criminel de Vaucluse, de la commission populaire d'Orange et de l'affaire Bédoin ; il s'explique par l'importance de l'extension du fédéralisme. Par contre-coup, la violence légale accentue le glissement du Comtat vers la contre-révolution, au détriment une fois de plus des modérés. La politique du représentant en mission Maignet est dictée par sa conviction du manque d'« esprit public » dans la population comtadine. L'affaire Bédoin, dont l'analyse s'avère ici exemplaire, met en évidence les limites de la politique montagnarde face à une communauté qui refuse collectivement de dénoncer les auteurs des « profanations contre-révolutionnaires » (l'arbre de la liberté est arraché, les décrets de la Convention sont lacérés).

La troisième partie de cette thèse nous fait entrer plus avant dans la vie politique des communautés, mais toujours à partir d'un angle d'approche significatif. Michel Vovelle montre, au cours de son intervention, l'intérêt du test des sociétés populaires dans la démarche récurrente par emboîtement d'étapes de Martine Lapiéd, qui précise, d'une étape à l'autre, la diversité des options politiques sans jamais tomber dans le pointillisme .

L'analyse des relations entre les sociétés populaires permet en effet d'affiner les notions d'aires géographiques et de pôles politiques déjà apparues dans les études antérieures. Dans la zone nord-comtadine, la société de Vaison joue le rôle de guide alors que la société de Malaucène développe son activité révolutionnaire dans un milieu particulièrement hostile. La société de Carpentras est le club le plus important du moyen Comtat, mais sa constance révolutionnaire ne doit pas cacher l'attitude fluctuante, le comportement politique hésitant d'autres sociétés moins importantes, mais à l'action plus révélatrice du pragmatisme des habitants du moyen Comtat. Les sociétés du bas Comtat sont peu accessibles faute de sources, mais elles s'inscrivent dans une zone « jacobine » déjà bien dégagée par les tests antérieurs.

Le test suivant, les réactions à la politique de salut public de Maignet, s'appuie sur les archives des comités révolutionnaires. Il privilégie une quinzaine de communautés. L'analyse atteint ici une dimension vraiment micro-historique. Elle nous introduit au vécu quotidien de la répression dans ces communautés. Elle nous montre l'importance des résistances (en particulier « l'attitude de mauvais gré » des campagnes) à la politique montagnarde, et la persistance de tendances réformistes. Martine Lapiéd en conclut que la majorité des Comtadins a une perception négative de la période du gouvernement révolutionnaire, qui contribuera à forger, dans l'après révolution, l'image d'un Comtat royaliste.

Deux membres du jury, Monique Cubells et Claude Mazaauric, s'interrogent, à partir des résultats de ce travail, sur la réalité de la lutte des classes dans le Comtat pendant la Révolution française.

A vrai dire, Martine Lapiéd s'efforce à la fois de circonscrire un paysage politique aux options contrastées, irréductible à l'opposition simple entre « patriotes »

et « aristocrates » et de mettre en évidence la réalité et la genèse des opinions opposées, des situations conflictuelles. Par là même apparaît une constante de la situation politique du Comtat, généralement occultée par l'historiographie: l'impossibilité pour les modérés, pourtant nombreux et presque toujours présents dans les événements, de faire prévaloir leur point de vue, de le traduire dans une option politique stable. L'analyse historique processuelle de cette thèse s'apparente ainsi à une étude minutieuse, d'une étape à l'autre, du processus qui génère des situations conflictuelles où les modérés, patriotes authentiques, voire même jacobins, éprouvent des difficultés insurmontables dans leur effort d'affirmer leurs positions au milieu des antagonismes où ils sont pris. Toute approche déterministe des options collectives est ici d'emblée exclue. L'analyse des tendances politiques conjoint la part nécessaire de l'événement, favorable un temps à la radicalisation (sous réserve des résultats d'une approche intersubjective de la dynamique radicale), et la part du possible, qui permet aux modérés, ancrés parmi les élites locales, d'user de modes originaux d'expression culminant avec l'expérience du fédéralisme modéré de 1793. L'écriture aisée et classique de la thèse de Martine Lapied s'accompagne bien, comme le précise Claude Mazauric, d'un important renouvellement, tant au plan méthodologique qu'au niveau des études régionales, dans un domaine de recherche initié par Michel Vovelle, et en pleine extension actuellement, la géopolitique de la France en Révolution.

Jacques GUILHAUMOU